

# *Le Courrier de Tychique*

## Numéro spécial

\* \* \* \* \*

De : **MAX BARRET**

Date : 10 mai 2012

Objet : TR: Infos

Enfin ! Les « *fidèles* » restés « *fidèles* » attendaient cette courageuse réaction !

Je récite immédiatement un chapelet d'action de grâces en attendant mon Rosaire journalier !

Laudetur Jesus Christus !

MB

---

Vous trouverez en pièces jointes deux lettres extrêmement importantes :

- Une des 3 Evêques de la FSSP X
- L'autre, la réponse de Mgr FELLAY

Voir la pièce jointe en pdf

# Lettre de Mgr Fellay aux évêques de la Fraternité Saint-Pie X

10 mai 2012 | Enregistrer sous: Documents,Rome | Publié par: spo



Nous nous étions engagés à demeurer silencieux sur le brouhaha alimenté par toutes sortes de rumeurs et de “révélations” entourant le processus de réconciliation entre Rome et la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X. Notre intention a toujours été de ne pas “polluer”, par des informations livrées de manière importune, un processus délicat, difficile et de grande importance. Ce processus, s’il concerne évidemment l’Église universelle, est d’abord une affaire qui regarde Rome et la FSSPX. Toutefois, deux documents fondamentaux pour comprendre l’étape où en est ce processus, viennent d’être révélés publiquement ([ici](#)) par un forum traditionaliste anglophone CathInfo. Nous reproduisons ci-dessous le texte de la lettre adressée par Mgr Fellay et les membres du Conseil général de la Fraternité Saint-Pie X aux trois autres évêques de la FSSPX, en réponse à une lettre collective adressée par ces derniers le 7 avril dernier que nous reproduisons à la suite.

+ Menzingen, le 14 avril 2012

A NN. SS. Tissier de Mallerai, Williamson et de Galarreta.

Excellences,

Votre lettre collective adressée aux membres du Conseil général a retenu toute notre attention. Nous vous remercions pour votre sollicitude et votre charité.

Permettez-nous à notre tour dans le même souci de charité et de justice de vous faire les observations qui suivent.

Tout d'abord la lettre mentionne bien la gravité de la crise qui secoue l'Eglise et analyse précisément la nature des erreurs ambiantes qui pullulent. Cependant la description est entachée de deux défauts par rapport à la réalité de l'Eglise : elle manque de surnaturel et en même temps elle manque de réalisme.

Elle manque de surnaturel. A vous lire, on se demande sérieusement si vous croyez encore que cette Eglise visible dont le siège est à Rome est bien l'Eglise de Notre Seigneur Jésus Christ, une Eglise certes défigurée horriblement *a planta pedis usque ad verticem capitis*, mais une Eglise qui a quand même et encore pour chef Notre Seigneur Jésus Christ. On a l'impression que vous êtes tellement scandalisés que vous n'acceptez plus que cela pourrait encore être vrai. Pour vous Benoît XVI est-il encore pape légitime ? S'il l'est, Jésus-Christ peut-il encore parler par sa bouche ? Si le pape exprime une volonté légitime à notre sujet, qui est bonne, qui ne donne pas un ordre à l'encontre des commandements de Dieu, a-t-on le droit de négliger, de renvoyer d'un revers de main cette volonté ? Et sinon sur quel principe vous basez-vous pour agir ainsi ? Ne croyez-vous pas que si Notre Seigneur nous commande, il donnera aussi les moyens de continuer notre œuvre ? Or le pape nous a fait savoir que la préoccupation de régler notre affaire pour le bien de l'Eglise était au cœur même de son pontificat, et aussi qu'il savait bien que ce serait plus facile et pour lui et pour nous de laisser la situation présente en l'état. Donc c'est bien une volonté arrêtée et juste qu'il exprime.

Avec l'attitude que vous préconisez, il n'y a plus de place ni pour les Gédéons ni pour les David, ni pour ceux qui comptent sur le secours du Seigneur. Vous nous reprochez d'être naïf ou d'avoir peur, mais c'est votre vision de l'Eglise qui est trop

humaine et même fataliste ; vous y voyez les dangers, les complots, les difficultés, vous ne voyez plus l'assistance de la grâce et du Saint-Esprit. Si l'on veut bien accepter que la divine Providence conduit les affaires des hommes, tout en leur laissant leur liberté, il faut alors aussi accepter que les gestes de ces dernières années en notre faveur sont sous sa gouverne. Or ils indiquent une ligne – pas toute droite – mais clairement en faveur de la Tradition. Pourquoi subitement celle-ci s'arrêterait, alors que nous faisons tout pour conserver notre fidélité et que nous accompagnons nos efforts d'une prière peu commune ? Le bon Dieu nous laisserait-il tomber au moment le plus crucial ? Cela n'a pas beaucoup de sens. Surtout que nous n'essayons pas de lui imposer une quelconque volonté propre, mais que nous essayons de scruter à travers les événements ce que Dieu veut, étant disposés à tout, comme il Lui plaira.

En même temps elle manque de réalisme, et quant à l'intensité des erreurs et quant leur amplitude.

Intensité : dans la Fraternité, on est en train de faire des erreurs du Concile des super hérésies, cela devient comme le mal absolu, pire que tout, de la même manière que les libéraux ont dogmatisé ce concile pastoral. Les maux sont déjà suffisamment dramatiques pour qu'on ne les exagère pas davantage (cf. Roberto de Mattei, *Une histoire jamais écrite*, p. 22 ; Mgr Gherardini, *Un débat à ouvrir*, p. 53, etc.). Il n'y a plus aucune distinction. Alors que Monseigneur Lefebvre a fait plusieurs fois les distinctions nécessaires au sujet du libéral<sup>1</sup>. Ce manque de distinction conduit l'un ou l'autre d'entre vous à un durcissement « absolu ». Cela est grave parce que cette caricature n'est plus dans la réalité et elle aboutira logiquement dans le futur à un vrai schisme. Et peut-être bien que ce fait est l'un des arguments qui me pousse à ne plus tarder à répondre aux instances romaines.

Amplitude : d'une part on fait endosser aux autorités présentes toutes les erreurs et tous les maux que l'on trouve dans l'Eglise en délaissant le fait qu'elles essaient au moins en partie de se dégager des plus graves d'entre elles (la condamnation de « l'herméneutique de la rupture » dénonce des erreurs bien réelles). D'autre part on prétend que TOUS sont enracinés dans cette pertinacité (« tous modernistes »),

---

<sup>1</sup> « Ce n'est pas parce qu'un pape est libéral qu'il n'existe pas. (...) Nous devons rester dans une ligne ferme et ne pas nous égarer, au cours de ces difficultés dans lesquelles nous vivons. On serait tenté, justement, par des solutions extrêmes, et de dire : "Non, non, le pape n'est pas seulement libéral, le pape est hérétique ! Le pape est peut-être probablement plus qu'hérétique, donc il n'y a pas de pape !" Cela, ce n'est pas exact. Ce n'est pas parce que quelqu'un est libéral, qu'il est nécessairement hérétique et par conséquent qu'il est nécessairement hors de l'Eglise. Il faut savoir faire les distinctions nécessaires. Ceci est très important pour rester dans une voie sûre, pour rester bien dans l'Eglise. Sinon, nous irions où ? Il n'y a plus de pape, il n'y a plus de cardinaux, parce que, si le pape n'était pas pape quand il a nommé les cardinaux, ces cardinaux ne peuvent plus nommer de pape parce qu'ils ne sont pas cardinaux. Et alors ? C'est un ange du Ciel qui va nous apporter un pape ? C'est absurde ! Et pas seulement absurde, dangereux ! Parce qu'alors nous serons conduits, peut-être, à des solutions qui sont vraiment schismatiques » (conférence à Angers, 1980). Voir aussi *Fidélité* n° 57, p. 17 sur la mesure à garder.

« tous pourris »). Or cela est manifestement faux. Une grande majorité est toujours emportée dans le mouvement, mais pas tous.

Au point qu'à la question cruciale entre toutes, celle de la possibilité de survivre dans les conditions d'une reconnaissance de la Fraternité par Rome, nous n'arrivons pas à la même conclusion que vous.

Qu'il soit noté au passage que NOUS N'AVONS PAS CHERCHE un accord pratique. Cela est faux. Nous n'avons pas refusé a priori, comme vous le demandez, de considérer l'offre du pape. Pour le bien commun de la Fraternité, nous préférierions de loin la solution actuelle de statu quo intermédiaire, mais manifestement, Rome ne le tolère plus.

En soi, la solution de la Prélature personnelle proposée n'est pas un piège. Cela ressort tout d'abord de ce que la situation présente en avril 2012 est bien différente de celle de 1988. Prétendre que rien n'a changé est une erreur historique. Les mêmes maux font souffrir l'Eglise, les conséquences sont encore plus graves et manifestes qu'alors ; mais en même temps on peut constater un changement d'attitude dans l'Eglise, aidé par les gestes et actes de Benoît XVI envers la Tradition. Ce mouvement nouveau, né il y a au moins une dizaine d'années, va se renforçant. Il touche bon nombre (encore une minorité) de jeunes prêtres, de séminaristes et même déjà un petit nombre de jeunes évêques qui se distinguent nettement de leurs prédécesseurs, qui nous disent leur sympathie et leur soutien, mais qui sont encore passablement étouffés par la ligne dominante dans la hiérarchie en faveur de Vatican II. Cette hiérarchie est en perte de vitesse. Cela est objectif et montre qu'il n'est plus illusoire de considérer un combat « intra muros », dont nous sommes bien conscients de la dureté et difficulté. J'ai pu constater à Rome combien le discours sur les gloires de Vatican II que l'on va nous ressasser, s'il est encore dans la bouche de beaucoup, n'est cependant plus dans toutes les têtes. De moins en moins y croient.

Cette situation concrète, avec la solution canonique qui est proposée, est bien différente de celle de 1988. Et quand nous comparons les arguments que Mgr Lefebvre avait donnés à l'époque, nous concluons qu'il n'aurait pas hésité à accepter ce qui nous est proposé. Ne perdons pas le sens de l'Eglise, qui était si fort chez notre vénéré fondateur.


L'histoire de l'Eglise montre que la guérison des maux qui la frappent se fait de manière habituelle graduellement, lentement. Et quand un problème est terminé, c'en est un autre qui commence... *oportet haereses esse*. Prétendre attendre que tout soit réglé pour arriver à ce que vous appelez un accord pratique n'est pas réaliste. Il est bien probable à voir comment se déroulent les choses que la fin de cette crise prendra encore des dizaines d'années. Mais de refuser de travailler dans le champ parce qu'il s'y trouve encore de la mauvaise herbe, qui risque d'étouffer, de gêner la bonne herbe trouve une curieuse leçon biblique : c'est Notre Seigneur lui-même qui

nous fait comprendre avec sa parabole de l'ivraie qu'il y aura toujours, sous une forme ou une autre de la mauvaise herbe à arracher et à combattre dans son Eglise...

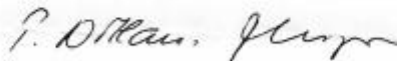
Vous ne pouvez pas savoir combien votre attitude ces derniers mois – bien différente pour chacun d'entre vous – a été dure pour nous. Elle a empêché le supérieur général de vous communiquer et faire partager ces grands soucis, auxquels il vous aurait si volontiers associés, s'il ne s'était pas trouvé devant une incompréhension si forte et passionnée. Combien il aurait aimé pouvoir compter sur vous, sur vos conseils pour soutenir cette passe si délicate de notre histoire. C'est une grande épreuve, peut-être la plus grande de tout son supériorat. Notre Fondateur vénéré a donné aux évêques de la Fraternité une charge et des devoirs précis. Il a bien montré que le principe qui fait l'unité dans notre société, c'est le Supérieur Général. Mais depuis un certain temps déjà, vous essayez – chacun de manière différente – de lui imposer votre point de vue, même sous formes de menaces, et même publiquement. Cette dialectique entre vérité/foi et autorité est contraire à l'esprit sacerdotal. Au moins aurait-il espéré que vous essayiez de comprendre les arguments qui le poussent à agir comme il a agi ces dernières années, selon la volonté de la divine providence.

Nous prions bien pour chacun d'entre vous, pour que dans ce combat qui est loin d'être terminé nous nous retrouvions tous ensemble, pour la plus grande gloire de Dieu et pour l'amour de notre chère Fraternité.

Daigne Notre Seigneur ressuscité et Notre Dame vous protéger et vous bénir.



+Bernard Fellay



Niklaus Pfluger+



Alain-Marc Nély+

Nous reproduisons aussi ci-dessous la lettre des trois évêques adressée au Conseil général de la FSSPX :



## LETTRE AU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA FRATERNITÉ ST PIE X

Le 7 avril 2012

Monsieur le Supérieur Général,  
Monsieur le Premier Assistant,  
Monsieur le Second Assistant,

Depuis plusieurs mois, comme beaucoup de monde le sait, le Conseil général de la FSSPX considère sérieusement des propositions romaines en vue d'un accord pratique, étant donné que les discussions doctrinales de 2009 à 2011 ont prouvé qu'un accord doctrinal est impossible avec la Rome actuelle. Par cette lettre les trois évêques de la FSSPX qui ne font pas partie du Conseil Général souhaitent lui faire savoir, avec tout le respect qui convient, l'unanimité de leur opposition formelle à tout accord semblable.

Bien sûr, des deux côtés de la division actuelle entre l'Église Conciliaire et la FSSPX beaucoup désirent que l'unité catholique se refasse. Honneur à ces gens, de part et d'autre. Mais la réalité qui domine tout, et à laquelle tous ces désirs sincères doivent céder, c'est que depuis Vatican II les autorités officielles de l'Église se sont séparées de la vérité catholique, et aujourd'hui elles se montrent tout aussi déterminées que toujours de rester fidèles à la doctrine et pratique Conciliaires. Les discussions romaines, le « *préambule doctrinal* » et Assise III en sont des exemples éclatants.

Le problème posé aux catholiques par le second concile du Vatican est profond. Dans une conférence qui semble avoir été comme le dernier testament doctrinal de Mgr Lefebvre, donnée à des prêtres de sa Fraternité à Ecône une demi-année avant sa mort, après avoir brièvement résumé l'histoire du catholicisme libéral sortant de la Révolution française il a rappelé comment les Papes ont toujours combattu cette tentative de réconciliation entre l'Église et le monde moderne, et il a déclaré que le combat de la Fraternité contre Vatican II était *exactement le même combat*. Il a conclu :

*« Plus on analyse les documents de Vatican II et leur interprétation par les autorités de l'Église, et plus on se rend compte qu'il ne s'agit ni d'erreurs superficielles ni de quelques erreurs particulières comme l'œcuménisme, la liberté religieuse, la collégialité, mais plutôt d'une perversion totale de l'esprit, de toute une philosophie nouvelle fondée sur le subjectivisme... C'est très grave ! Une perversion totale !... C'est vraiment effrayant. »*

Or, la pensée de Benoît XVI est-elle meilleure à cet égard que celle de Jean-Paul II ? Il suffit de lire l'étude de l'un de nous trois sur *La Foi au Périel de la Raison* pour se rendre compte que la pensée du Pape actuel est également imprégnée de subjectivisme. C'est toute la fantaisie subjective de l'homme à la place de la réalité objective de Dieu. C'est toute la religion catholique soumise au monde moderne. Comment peut-on croire qu'un accord pratique puisse arranger un tel problème ?

Mais, nous dira-t-on, Benoît XVI est vraiment bienveillant envers la Fraternité et sa doctrine. En tant que subjectiviste il peut bien l'être, parce que les libéraux subjectivistes peuvent tolérer même la vérité, *mais pas si elle refuse de tolérer l'erreur*. Il nous accepterait dans le cadre du pluralisme relativiste et dialectique, à condition de rester dans la « *pleine communion* », par rapport à l'autorité et envers les autres « *réalités ecclésiales* ». Voilà pourquoi les autorités romaines peuvent tolérer que la Fraternité

continue d'enseigner la doctrine catholique, mais ils ne supporteront absolument pas qu'elle condamne la doctrine conciliaire. Voilà pourquoi un accord même purement pratique ferait nécessairement taire progressivement, de la part de la Fraternité, toute critique du Concile ou de la nouvelle messe. En cessant d'attaquer ces victoires les plus importantes de toutes de la Révolution, la pauvre Fraternité cesserait nécessairement de s'opposer à l'apostasie universelle de notre lamentable époque et elle s'enliserait elle-même. En dernière instance, qui nous garantira de rester tels que nous sommes en nous protégeant de la curie romaine et des évêques ? Le Pape Benoît XVI ?

On a beau le nier, ce glissement est inévitable. Ne voit-on pas déjà dans la Fraternité des symptômes de cet amoindrissement dans la confession de la Foi ? Aujourd'hui, hélas, c'est le contraire qui serait « *anormal* ». Juste avant les Consécrations de 1988 lorsque de nombreux braves gens insistaient auprès de Mgr Lefebvre pour qu'il fit un accord pratique avec Rome qui ouvrirait un grand champ d'apostolat, il dit sa pensée aux quatre consécrands : « *Un grand champ d'apostolat peut-être, mais dans l'ambiguïté, et en suivant deux directions opposées à la fois, ce qui aurait fini par nous pourrir.* » Comment obéir et continuer à prêcher toute la vérité ? Comment faire un accord sans que la Fraternité « *pourrisse* » dans la contradiction ?

Et lorsqu'une année plus tard, Rome semblait faire de vrais gestes de bienveillance envers la Tradition, Mgr Lefebvre se méfiait toujours. Il craignait qu'il ne s'agisse que de « *manœuvres pour séparer de nous le plus grand nombre de fidèles possible. Voilà la perspective dans laquelle ils semblent céder toujours un peu plus et même aller très loin. Nous devons absolument convaincre nos gens qu'il ne s'agit que d'une manœuvre, qu'il est dangereux de se mettre entre les mains des évêques conciliaires et de la Rome moderniste. C'est le plus grand danger qui menace nos gens. Si nous luttons depuis 20 ans pour résister aux erreurs conciliaires, ce n'était pas pour nous mettre maintenant entre les mains de ceux qui professent ces erreurs.* » À la suite de Mgr Lefebvre le propre de la Fraternité est, plus que de dénoncer les erreurs par leur nom, de s'opposer efficacement et publiquement aux autorités romaines qui les diffusaient. Comment pourrai-t-on concilier un accord et cette résistance publique aux autorités, dont le Pape ? Et après avoir lutté pendant plus de quarante ans, la Fraternité devra-t-elle maintenant se mettre entre les mains de modernistes et libéraux dont nous venons de constater la pertinacité ?

Monseigneur, messieurs les abbés, veuillez faire attention, vous conduisez la Fraternité à un point où elle ne pourra plus rebrousser chemin, à une profonde division sans retour et, si vous aboutissez à un tel accord, à des puissantes influences destructrices qu'elle ne supportera point. Si jusqu'à présent les évêques de la Fraternité l'ont protégée, c'est précisément parce que Mgr Lefebvre a refusé un accord pratique. Puisque la situation n'a pas changé substantiellement, puisque la condition émise par le Chapitre de 2006 ne s'est nullement réalisée (changement doctrinal de Rome qui permettrait un accord pratique), écoutez encore votre Fondateur. Il a eu raison il y a 25 ans. Il a raison encore aujourd'hui. En son nom, nous vous en conjurons : n'engagez pas la Fraternité dans un accord purement pratique.

Avec nos salutations les plus cordiales et fraternelles, in Christo et Maria,

Mgr. Alfonso de Galarreta

Mgr. Bernard Tissier de Mallerais

Mgr. Richard Williamson